Pour mieux connaître Pfizer et savoir de quoi on parle.

le monde est petit et c'est bon d'avoir de la mémoire !

Le ven. 31 déc. 2021...

Pour mieux connaître Pfizer et savoir de quoi on parle.

Pfizer des délinquants de haute volée connus et agissant au vu et au su de tout le monde. Mais au pays du capitalisme roi, l'agent est aussi roi, au nom du vieux principe selon lequel un bon arrangement vaut mieux qu'un mauvais procès. Voilà à qui les autorités nous demandent de faire confiance pour paraît-il nous guérir...

Et pour ce qui concerne en France, ne perdons pas de vue qu'Emmanuel Macron fut l'acteur principal du rachat de la division Nutrition de Pfizer par l'entreprise Nestlé. Dès son arrivée à la banque Rothschild, Emmanuel **Macron** a poussé **Nestlé**, de 2008 à 2011, à effectuer ce rachat. Il avait cependant une aide de poids pour accomplir sa tâche et son destin, Jacques Attali. L'économiste et chef d'entreprise, connu pour "parler à l'oreille des présidents", avait convié Emmanuel Macron à la "**commission Attali**", commandée par le président de la République de l'époque, Nicolas Sarkozy. C'est à la commission Attali que le jeune Emmanuel Macron rencontre **Peter Brabeck**, le président de l'entreprise Nestlé. La confiance s'installe entre les deux hommes, Nestlé fera appel aux services de la Banque Rothschild et donc d'Emmanuel Macron, pour le rachat de la branche nutrition de Pfizer. Le deal est conclu pour un montant de **11 milliards** de dollars. Encore très jeune et avec peu d'années d'ancienneté dans la banque d'affaires, Emmanuel Macron n'aurait touché qu'un faible pourcentage de la vente. De quoi cependant être millionnaire.

Éléments recueillis sur le site de l'ONG des États-Unis Good Jobs First. https://violationtracker.goodjobsfirst.org/parent/pfizer - https://www.corp-research.org/pfizer

Le Corporate Research Project est une filiale de Good Jobs First, qui recherche et promeut les normes de responsabilité pour les subventions au développement économique accordées aux entreprises par les gouvernements étatiques et locaux.

Pfizer : feuille de rap d'entreprise

Pfizer

Par Philippe Mattera

Pfizer est devenue la plus grande entreprise pharmaceutique au monde en grande partie en rachetant ses concurrents. Au cours des douze dernières années, elle a réalisé trois méga-acquisitions : Warner-Lambert en 2000, Pharmacia en 2003 et Wyeth en 2009. Puis, en 2015, Pfizer a annoncé un accord de 160 milliards de dollars pour fusionner avec Allergan et déplacer son siège social en Irlande pour éviter les impôts américains, mais a par la suite dû abandonner le plan.

Pfizer s'est également développé grâce à un marketing agressif, une pratique qu'il a lancée dans les années 1950 en achetant des publicités sans précédent dans des revues médicales. **En 2009, l'entreprise a dû payer un montant record de 2,3 milliards de dollars** pour régler des accusations fédérales selon lesquelles l'une de ses filiales avait commercialisé illégalement un analgésique appelé Bextra. Parallèlement à un marketing douteux, Pfizer est depuis des décennies au centre de controverses sur ses prix, y compris une affaire de fixation des prix qui a commencé en 1958.

Dans le domaine de la sécurité des produits, le plus grand scandale de Pfizer concernait des valves

cardiaques défectueuses vendues par sa filiale Shiley qui ont entraîné la mort de plus de 100 personnes. Au cours de l'enquête sur l'affaire, des informations ont été révélées suggérant que la société avait délibérément induit les régulateurs en erreur sur les dangers. Pfizer a également hérité de la sécurité et d'autres controverses juridiques à travers ses grandes acquisitions, y compris un recours collectif contre le médicament contre le diabète Rezulin de Warner-Lambert, un gros règlement sur le dumping de PCB par Pharmacia et des milliers de poursuites intentées par des utilisateurs de médicaments diététiques de Wyeth.

Sur la liste des scandales de Pfizer figure également **un règlement de corruption de 2012 ; évasion fiscale massive** ; et des poursuites alléguant que **lors d'une épidémie de méningite au Nigeria dans les années 1990, la société a testé un nouveau médicament risqué sur des enfants sans le consentement de leurs parents.**

Sécurité des produits

Au milieu des années 1980, des organismes de surveillance tels que le Public Citizen Health Research Group ont accusé le Feldene, un médicament contre l'arthrite largement prescrit de Pfizer, d'avoir créé un risque élevé d'hémorragie gastro-intestinale chez les personnes âgées, mais le gouvernement fédéral, malgré les rapports faisant état d'un grand nombre de décès, a refusé de mettre des restrictions sur les médicaments. Un article de juin 1986 dans *The Progressive* sur Feldene était intitulé MORT PAR PRESCRIPTION.

La Food and Drug Administration s'est déclarée plus préoccupée par les informations faisant état de dizaines de décès liés à des valves cardiaques par la division Shiley de Pfizer. En 1986, alors que le nombre de morts atteignait 125, Pfizer a mis fin à la production de tous les modèles de valves. Pourtant, à ce stade, ils ont été implantés chez des dizaines de milliers de personnes, qui craignaient que les dispositifs ne se fracturent et ne tombent en panne à tout moment.

En 1991, un groupe de travail de la FDA a accusé Shiley d'avoir caché aux régulateurs des informations sur les problèmes de sécurité afin d'obtenir l'approbation initiale de ses vannes et que la société a continué à tenir la FDA dans l'ignorance. **Une enquête du 7 novembre 1991 dans le *Wall Street Journal a* affirmé que Shiley avait délibérément falsifié les dossiers de fabrication relatifs aux fractures des valves**.

Face à ce scandale grandissant, Pfizer a annoncé qu'il dépenserait jusqu'à 205 millions de dollars pour régler les dizaines de milliers de poursuites qui lui avaient été déposées en matière de vannes. Malgré cela, Pfizer a refusé de se conformer à une ordonnance de la FDA l'obligeant à informer les patients des nouvelles découvertes selon lesquelles il y avait un plus grand risque de fractures mortelles chez ceux qui avaient fait installer la valve avant l'âge de 50 ans. En 1994, la société a accepté de payer 10,75 millions de dollars pour régler. Le ministère de la Justice l'accuse d'avoir menti aux régulateurs en demandant l'approbation des vannes ; il a également accepté de payer 9 millions de dollars pour surveiller les patients valvulaires dans les hôpitaux de l'administration des anciens combattants ou de payer pour le retrait de l'appareil.

En 2004, Pfizer a annoncé avoir conclu un règlement de 60 millions de dollars dans le cadre d'un recours collectif intenté par des utilisateurs de Rezulin, un médicament contre le diabète développé par Warner-Lambert, qui l'avait retiré du marché peu de temps avant l'acquisition de la société par Pfizer en 2000. **Le retrait est intervenu après que des dizaines de patients soient décédés d'une insuffisance hépatique aiguë qui serait causée par le médicament**.

En 2004, à la suite de révélations sur les effets secondaires dangereux de l'analgésique Vioxx de Merck, Pfizer a accepté de suspendre la publicité télévisée pour un médicament apparenté appelé Celebrex. L'année suivante, Pfizer a admis qu'un essai clinique de 1999 a révélé que les patients âgés prenant Celebrex présentaient un risque très élevé de problèmes cardiaques.

En 2005, Pfizer a retiré du marché un autre analgésique, Bextra, après que la FDA a rendu obligatoire une mise en garde « boîte noire » sur les risques cardiovasculaires et gastro-intestinaux du médicament. **En 2008, Pfizer a** annoncé **qu'il mettait de côté 894 millions de dollars pour régler les poursuites engagées en lien avec Bextra et Celebrex**.

Avec l'acquisition de Wyeth (anciennement American Home Products) en octobre 2009, Pfizer a affronté une nouvelle série de problèmes juridiques. Le résumé des procédures judiciaires dans le dernier rapport financier annuel de Wyeth avant l'annonce de la transaction s'étalait sur 14 pages. La plupart des poursuites discutées étaient des affaires de responsabilité du fait des produits impliquant un traitement hormonal, des vaccins pour enfants, l'antidépresseur Effexor, le contraceptif Norplant et, plus

important encore, le médicament diététique combiné connu sous le nom de **fen-phen, qui avait été retiré du marché après des rapports selon lesquels son utilisation était liée à des dommages potentiellement mortels aux valves cardiaques**. Ces découvertes ont déclenché une vague de dizaines de milliers de poursuites contre l'entreprise.

Prix

Pfizer est au centre de controverses sur ses prix depuis plus de 50 ans. En 1958, elle était l'une des six sociétés pharmaceutiques accusées par la Federal Trade Commission d'avoir fixé les prix des antibiotiques. **La société a également été accusée d'avoir fait de fausses déclarations à l'Office américain des brevets pour obtenir un brevet sur la tétracycline**.

En 1961, le **ministère de la Justice a** déposé **des accusations criminelles antitrust contre Pfizer, American Cyanamid, Bristol-Myers et les cadres supérieurs des trois sociétés**. Deux ans plus tard, la FTC a statué que **les six sociétés nommées dans sa plainte de 1958 avaient en effet conspiré pour fixer les prix de la tétracycline**. La commission a également constaté que « les mains impures et la mauvaise foi ont joué un rôle majeur » dans la délivrance du brevet de tétracycline à Pfizer.

En 1964, la FTC a ordonné aux six entreprises de revoir leurs prix et a demandé à Pfizer d'accorder une licence de production de tétracycline à toute entreprise qui en ferait la demande. En 1967, un jury fédéral a déclaré Pfizer, American Cyanamid et Bristol-Myers coupables de complot pour contrôler la production et la distribution de restrictions commerciales, de complot pour monopoliser et de monopole réel. Les entreprises ont chacune reçu une amende maximale de 150 000 $, mais le paiement a été retardé pendant qu'elles faisaient appel.

Cet effort a été fructueux pour les entreprises. En 1970, une cour d'appel fédérale a ordonné que l'affaire soit renvoyée au tribunal de district pour ce qu'elle a qualifié d'erreurs dans les instructions du juge au jury. Trois ans plus tard, un autre juge fédéral, siégeant sans jury, a rejeté les accusations. Dans l'intervalle, Pfizer et d'autres sociétés avaient accepté de payer quelque 136 millions de dollars pour régler un recours collectif et d'autres poursuites civiles qui avaient été intentées au nom des consommateurs et des gouvernements étatiques et locaux. Les règlements ultérieurs ont porté le montant à plus de 150 millions de dollars.

Pfizer, ainsi que les autres grandes sociétés pharmaceutiques, ont ensuite été la cible d'une série de poursuites intentées par des procureurs généraux des États et d'autres parties contestant les pratiques de tarification de l'industrie. **En 1996, Pfizer était l'une des 15 grandes sociétés pharmaceutiques qui ont** accepté **de payer plus de 408 millions de dollars pour régler un recours collectif accusant d'avoir comploté pour fixer les prix facturés aux pharmacies indépendantes**.

En 1999, Pfizer a plaidé coupable **à des accusations antitrust pénales** selon lesquelles son ancienne unité Food Science Group aurait participé à deux complots internationaux de fixation des prix, l'un impliquant le conservateur alimentaire érythorbate de sodium et l'autre l'exhausteur de goût maltol. Pfizer a accepté de payer des amendes totalisant 20 millions de dollars.

En 2000, au milieu des critiques généralisées sur le prix élevé des médicaments contre le SIDA, Pfizer a proposé de faire don d'un approvisionnement de deux ans de son médicament Diflucan d'une valeur de 50 millions de dollars au gouvernement sud-africain. Pourtant, en 2003, après avoir acquis Pharmacia Corp., Pfizer s'est retiré du projet de l'entreprise d'autoriser son médicament contre le SIDA Rescriptor pour une distribution à faible coût dans les pays pauvres.

En 2002, Pfizer résistait à coopérer avec une enquête du General Accounting Office des pratiques de prix de l'industrie, mais finit par céder après que le président et chef de la direction Henry McKinnell a été servi avec une citation à comparaître. Plus tard cette année-là, Pfizer a accepté de payer 49 millions de dollars pour régler les **accusations selon lesquelles l'une de ses filiales aurait fraudé le programme fédéral Medicaid en surfacturant son médicament hypocholestérolémiant Lipitor**.

En 2003, alors que le Congrès discutait d'une législation visant à légaliser l'importation de médicaments d'ordonnance bon marché du Canada, **Pfizer a cherché à saper cette pratique en** disant aux **grandes pharmacies canadiennes qu'elles devraient commencer à commander directement auprès de Pfizer plutôt que de passer par des grossistes**. Cela a mis Pfizer dans la position de couper l'approvisionnement s'il soupçonnait que les pharmacies vendaient sur le marché américain. L'année suivante, Pfizer a annoncé qu'elle commencerait à exiger des grossistes qu'ils rendent compte des commandes des pharmacies individuelles.

En 2016, le ministère de la Justice a annoncé que **Pfizer paierait 784 millions de dollars pour régler les allégations selon lesquelles Wyeth aurait sous-payé les remises à Medicaid** sur deux de ses médicaments.

Plus tard en 2016, l'Autorité britannique de la concurrence et des marchés a infligé à Pfizer une amende équivalant à **107 millions de dollars pour avoir facturé des prix excessifs et injustes pour un médicament contre l'épilepsie**.

Controverses publicitaires et marketing

Après la Seconde Guerre mondiale, Pfizer a provoqué un scandale lorsqu'il a contourné les réseaux traditionnels de distribution de médicaments et a commencé à commercialiser ses produits (en particulier l'antibiotique Terramycin) directement auprès des hôpitaux et des médecins, faisant un usage sans précédent de publicités tapageuses dans le *Journal of the American Medical Association*. Un article important dans le *Saturday Review* en 1957 a dénoncé la société pour des tactiques telles que la **diffusion d'annonces pour ses antibiotiques qui affichaient les noms de médecins qui étaient censés approuver le produit mais qui se sont avérés être fictifs**.

En 1991, Pfizer a payé un total de 70 000 $ à 10 États pour régler des accusations liées à la publicité trompeuse pour son rince-bouche Plax.

1996, la Food and Drug Administration a ordonné à Pfizer de cesser de faire des allégations médicales non autorisées et trompeuses pour son antidépresseur Zoloft.

En 2000, la FDA a averti Pfizer et Pharmacia, co-commercialisateurs du médicament contre l'arthrite Celebrex, que **les publicités qu'ils diffusaient pour le médicament étaient fausses et trompeuses**. Deux ans plus tard, la FDA a ordonné à Pfizer de cesser de diffuser une série de publicités dans des magazines qui, selon l'agence, suggéraient de manière trompeuse que son médicament hypocholestérolémiant Lipitor était plus sûr que les produits concurrents.

En 2003, Pfizer a payé 6 millions de dollars pour régler avec 19 États qui avaient accusé la société d'utiliser des publicités trompeuses pour promouvoir son médicament Zithromax pour les infections de l'oreille chez les enfants.

En 2004, la filiale Warner-Lambert de Pfizer a accepté de payer **430 millions de dollars pour résoudre des accusations criminelles et civiles selon lesquelles elle avait payé des médecins pour prescrire son médicament contre l'épilepsie Neurontin** aux patients souffrant de maladies pour lesquelles le médicament n'était pas approuvé. Des documents ont par la suite été révélés suggérant que Pfizer avait arrangé des retards dans la publication d'études scientifiques qui sapaient sa revendication pour les autres utilisations du Neurontin. En 2010, un jury fédéral a conclu que Pfizer avait commis une fraude par racket dans sa commercialisation de Neurontin ; le juge dans l'affaire a par la suite ordonné à l'entreprise de payer 142 millions de dollars de dommages et intérêts.

En 2007, la subvention Pfizer Pharmacia & Upjohn a accepté de payer 34,7 millions de dollars pour régler les frais fédéraux liés à la **commercialisation illégale de son hormone de croissance** humaine **Genotropin**.

En 2009, Pfizer a accepté de payer **2,3 milliards de dollars pour résoudre les accusations criminelles et civiles liées à la commercialisation inappropriée de Bextra et de trois autres médicaments**. Le montant était un record pour un règlement de fraude dans le domaine de la santé. John Kopchinski, un ancien représentant commercial de Pfizer dont la plainte a contribué à déclencher l'enquête fédérale, a déclaré au *New York Times* : « **Toute la culture de Pfizer est motivée par les ventes, et si vous ne vendiez pas de drogues illégalement, vous n'étiez pas considéré comme un joueur d'équipe**. » Dans le cadre du règlement, Pfizer a dû conclure un accord d'intégrité d'entreprise avec l'inspecteur général du ministère de la Santé et des Services sociaux.

En 2010, **Pfizer a** révélé **qu'au cours d'une période de six mois l'année précédente, elle avait versé 20 millions de dollars à quelque 4 500 médecins et autres professionnels de la santé pour avoir consulté et parlé au nom de l'entreprise**. C'était la première fois que l'entreprise rendait publiques ses dépenses de ce genre.

En 2011, Pfizer a accepté de payer 14,5 millions de dollars pour résoudre les accusations fédérales qu'il a **commercialisé illégalement** son médicament contre la vessie **Detrol**.

En 2011, la FDA a déclaré à Pfizer que sa page Web « Ressources en ligne » sur Lipitor contenait des

déclarations trompeuses.

En juillet 2012, Pfizer a accepté de supprimer les allégations relatives à la santé du sein et du côlon de sa publicité pour les multivitamines Centrum dans le cadre d'un accord visant à régler une action en justice intentée par le Center for Science in the Public Interest accusant les allégations d'être infondées.

En novembre 2012, Pfizer a révélé qu'il avait porté une charge sur les revenus de 491 millions de dollars dans le cadre d'un « accord de principe » avec le ministère américain de la Justice pour régler les **accusations relatives à la commercialisation inappropriée** du médicament de transplantation rénale **Rapamune** par Wyeth. Cet accord a été finalisé en juillet 2013. Pfizer est ensuite parvenu à un règlement de 35 millions de dollars des accusations de Rapamune portées par plus de 40 procureurs généraux des États.

Corruption et paiements abusifs

En 1976, **Pfizer était l'une des nombreuses entreprises à** révéler **qu'elle avait effectué des paiements douteux à des représentants de gouvernements étrangers**. La société a déclaré qu'environ 265 000 dollars avaient été versés à des responsables de trois pays, mais ne les a pas identifiés.

En août 2012, la Securities and Exchange Commission des États-Unis a annoncé qu'elle avait conclu un règlement de 45 millions de dollars avec Pfizer pour résoudre les accusations selon lesquelles **ses filiales, en particulier Wyeth, auraient soudoyé des médecins et d'autres professionnels de la santé à l'étranger** pour augmenter les ventes à l'étranger.

Environnement

En 1971, l'Environmental Protection Agency a demandé à Pfizer de mettre fin à sa pratique de longue date consistant à **déverser les déchets industriels de son usine de Groton, dans le Connecticut**, dans le Long Island Sound. L'entreprise aurait éliminé environ 1 million de gallons de déchets chaque année par cette méthode.

En 1991, Pfizer a accepté de payer 3,1 millions de dollars pour régler les **accusations de l'EPA selon lesquelles l'entreprise aurait gravement endommagé la rivière Delaware** en n'installant pas d'équipement de contrôle de la pollution dans l'une de ses usines en Pennsylvanie.

En 1994, Pfizer a accepté de payer 1,5 million de dollars dans le cadre d'un décret de consentement avec l'EPA dans le cadre de son **déversement dans un** site de déchets toxiques à Rhode Island.

En 1998, Pfizer a accepté de payer une amende civile de 625 000 $ pour les violations environnementales découvertes dans ses installations de recherche à Groton, Connecticut.

En 2002, le New Jersey a infligé une amende de 538 000 $ à Pfizer pour avoir **omis de surveiller correctement les eaux usées rejetées par son usine de Parsippany**.

En 2003, peu de temps après l'acquisition de Pharmacia par Pfizer, la société (avec Solutia et Monsanto) a accepté de payer quelque **700 millions de dollars pour régler un procès concernant le dumping de PCB à Anniston, en Alabama**.

En 2005, Pfizer a accepté de payer 22 500 $ pour régler les réclamations de l'EPA selon lesquelles la société n'avait pas correctement informé les autorités étatiques et fédérales d'un **rejet chimique de 2002 de son usine de Groton qui avait gravement blessé plusieurs employés et nécessité une intervention d'urgence majeure**.

Toujours en 2005, Pfizer a accepté de payer 46 250 $ pour régler les accusations selon lesquelles son exploitation Pharmacia & Upjohn avait **enfreint les règles fédérales sur la pollution de l'air** dans son usine de Kalamazoo, dans le Michigan.

En 2008, Pfizer a accepté de payer une amende civile de 975 000 $ pour avoir résolu des accusations fédérales selon lesquelles elle aurait **violé la Clean Air Act dans son ancienne usine de fabrication de Groton**, dans le Connecticut, entre 2002 et 2005.

Des groupes environnementaux du New Jersey ont critiqué le plan de nettoyage **conçu par Pfizer et**

l'EPA pour le site américain Cyanamid Superfund à Bridgewater, considéré comme inadéquat , considéré comme l'un des pires sites de déchets toxiques du pays. Pfizer a hérité de la responsabilité du nettoyage lors de son achat de Wyeth en 2009.

Droits humains

Pfizer s'est apparemment également engagé dans des **pratiques douteuses à l'étranger**. En 2000, le *Washington Post a* publié un important exposé accusant Pfizer d'avoir testé un nouvel antibiotique dangereux appelé Trovan sur des enfants au Nigeria sans obtenir le consentement approprié de leurs parents. L'expérience s'est produite lors d'une épidémie de méningite en 1996 dans le pays. En 2001, Pfizer a été poursuivi **devant un tribunal fédéral américain par trente familles nigérianes, qui accusaient l'entreprise d'utiliser leurs enfants comme cobayes humains**.

En 2006, un panel d'experts médicaux nigérians a conclu que Pfizer avait violé le droit international. En 2009, la société a accepté de payer 75 millions de dollars pour régler certaines des poursuites engagées devant les tribunaux nigérians. L'affaire américaine a été réglée en 2011 pour un montant non divulgué.

Des câbles classifiés du département d'État américain rendus publics en 2010 par Wikileaks indiquaient que **Pfizer avait engagé des enquêteurs pour déterrer la saleté de l'ancien procureur général du Nigeria afin d'obtenir un effet de levier dans l'une des affaires restantes**. **Pfizer a dû** s'excuser **pour la révélation dans les câbles selon laquelle il avait faussement affirmé que le groupe Médecins sans frontières dispensait également Trovan pendant l'épidémie de méningite nigériane**.

La main d'œuvre

En janvier 2012, un groupe d'employés de Pfizer à Porto Rico a intenté une action contre l'entreprise devant un tribunal fédéral, l'accusant de **ne pas avoir géré correctement son régime de retraite et d'avoir causé des pertes totalisant des centaines de millions de dollars** au cours de la dernière décennie.

Sécurité des travailleurs

En 2010, un jury fédéral a attribué **1,37 million de dollars à une ancienne scientifique de Pfizer qui a affirmé qu'elle avait été écœurée par un virus génétiquement modifié dans un laboratoire de l'entreprise et a ensuite été licenciée pour avoir soulevé des problèmes de sécurité**.

Impôts et subventions

Pfizer est l'une des nombreuses sociétés pharmaceutiques qui ont profité pendant de nombreuses années d'une disposition de l'Internal Revenue Code (article 936) qui accordait des crédits d'impôt spéciaux pour leurs opérations à Porto Rico et a été largement critiquée comme une forme de bien-être des entreprises. Un rapport de 1992 du General Accounting Office des États-Unis a révélé que **Pfizer bénéficiait d'économies d'impôt de 156 400 $ pour chacun de ses 500 employés sur l'île. Le montant serait de 636% des coûts d'indemnisation de l'entreprise**.

Au cours de l'administration Clinton, il y a eu une tentative d'éliminer l'article 936, mais Pfizer et d'autres sociétés pharmaceutiques ont réussi à éliminer progressivement la résiliation sur une décennie. Au cours de cette période, **les sociétés pharmaceutiques ont commencé à enregistrer leurs activités portoricaines en tant qu'entités étrangères, ce qui leur a permis d'échapper entièrement aux impôts tant qu'elles ne renvoyaient pas les bénéfices aux États-Unis continentaux**.

Ensuite, les entreprises ont fait pression sur le Congrès pour qu'il promulgue un congé fiscal de rapatriement qui leur permettrait de ramener tous leurs bénéfices étrangers chez eux et de leur payer un taux d'imposition artificiellement bas, soi-disant pour stimuler la création d'emplois nationaux. Lorsqu'un tel congé est entré en vigueur pour 2005, **Pfizer a** rapatrié **plus de bénéfices à**

l'étranger que toute autre entreprise (37 milliards de dollars) et a bénéficié d'un allégement fiscal de 11 milliards de dollars tout en réduisant plutôt qu'en augmentant sa main-d'œuvre américaine.

En 2014, Pfizer a lancé une **tentative de rachat d'AstraZeneca qui visait non seulement à avaler un concurrent, mais aussi à réduire sa facture fiscale en installant le siège de l'opération combinée en Grande-Bretagne**. Quand AstraZeneca a résisté à la décision controversée, Pfizer a abandonné l'offre. Puis, en novembre 2015, Pfizer a annoncé un accord similaire, d'une valeur de 160 milliards de dollars, pour fusionner avec Allergan et **déplacer le siège social de la société combinée en Irlande**. Le plan a été abandonné lorsque l'administration Obama a introduit de nouvelles règles fiscales.

Subventions étatiques et locales

Connecticut. En 2001, Pfizer a ouvert un nouveau centre de recherche de 270 millions de dollars à New London **avec l'aide d'un** ensemble **de** subventions **de 60 millions de** dollars de la part des autorités étatiques et locales. La ville a également utilisé son pouvoir de domaine éminent pour assembler le site utilisé par l'entreprise, provoquant la colère des résidents locaux et menant à une contestation judiciaire qui est allée jusqu'à la Cour suprême des États-Unis. Dans cette affaire, *Kelo v. New London*, les juges ont confirmé le droit de la ville de prendre des propriétés privées pour des projets de développement économique. En 2009, cependant, Pfizer a annoncé qu'il fermerait ses opérations à New London et relocaliserait 1 400 emplois sur son campus situé à proximité de Groton, dans le Connecticut.

Michigan. En 2001, la société s'est engagée dans une expansion de 800 millions de dollars de ses laboratoires de recherche d'Ann Arbor après avoir reçu un ensemble de **subventions fiscales nationales et locales d'une valeur de plus de 70 millions de dollars**. **Cinq ans plus tard,** cependant, **l'entreprise** a annoncé qu'elle **abandonnait l'installation et supprimait plus de 2 000 emplois**. La société a également déclaré qu'il éliminerait 250 emplois à Kalamazoo, où, en 2003, il a reçu une **subvention de 20 ans** package **d'une valeur de 635 millions $.**

New-York. En 2003, **les responsables de la ville de New York et de l'État ont** offert à **Pfizer jusqu'à 47 millions de dollars dans l'espoir que la société créerait 2 000 nouveaux emplois** à son siège de Manhattan et dans d'autres sites de la ville de New York tout en conservant plus de 5 000 postes**. En 2010, Pfizer avait plutôt** supprimé un **grand nombre d'emplois dans la ville**, en partie à cause de la fermeture de son usine de fabrication de longue date à Brooklyn. **En décembre de la même année, Pfizer a** accepté **de payer à la ville une amende de 24,7 millions de dollars, soit le double des subventions fiscales qu'elle avait reçues**.

Autres sources d'informations

Page de résumé du suivi des violations

Groupes et campagnes de surveillance

Fondation Santé SIDA

Centre pour la Science d'Intérêt Public

Catalyseur communautaire

Consommateurs internationaux

Médecins sans frontières

Familles États-Unis

Alliance GAVI

Centre interreligieux sur la responsabilité d'entreprise

Oxfam International

Projet de contentieux de l'accès aux ordonnances (PAL)

Groupe de recherche en santé publique des citoyens

Forum des victimes de Trovan

Livres et rapports clés

Benchmarking AIDS: Evaluating Pharmaceutical Company Responses to the Public Health Crisis in Emerging Markets (Interfaith Center on Corporate Responsibility, 2006).

Branding the Cure: A Consumer Perspective on Corporate Social Responsibility, Drug Promotion and the Pharmaceutical Industry in Europe (Consumers International, 2006).

Crime d'entreprise dans l'industrie pharmaceutique (1984; édition révisée 2014).

Formule pour l'équité : les droits des patients avant les droits de brevet (Oxfam International, 2001).

Investir pour la vie : répondre aux besoins des personnes pauvres en matière d'accès aux médicaments grâce à des pratiques commerciales responsables ***(Oxfam International, 2007).***

La Légende de Pfizer de Jeffrey Rodengen (1999).

Dernière mise à jour : 3 février 2017

« Retour au formulaire de recherche

Résumé de la société mère de Violation Tracker

Nom de la compagnie parente:

Pfizer

Structure propriétaire: